



## Berlin Eco

NUMERO 36

© DG Trésor

23 novembre 2020

### ACTUALITE ECONOMIQUE

#### ENVIRONNEMENT MACROECONOMIQUE

La [Bundesbank](#) estime à 60 % le degré de transmission de la baisse temporaire de la TVA sur les prix à la consommation. L'allègement fiscal se serait intégralement répercuté sur les prix des produits alimentaires et industriels, tandis que son impact se limiterait à un tiers sur les prix des services.

Selon l'indicateur conjoncturel de l'[institut IMK](#) pour novembre, la probabilité d'une récession technique au cours des trois prochains mois est de 17,7 % (dernière estimation en octobre : 12,6 %), reflétant la baisse du nombre de commandes provenant de l'étranger dans le secteur manufacturier et la détérioration d'indicateurs des marchés financiers.

#### POLITIQUE BUDGETAIRE

Selon un papier de l'[ifo](#), l'endettement nouveau des Länder totalise en 2020 105 Md€. La Rhénanie-du-Nord-Westphalie contracte le plus grand emprunt avec 25 Md€ (33 % de son budget 2019), suivie de la Bavière (20 Md€, 31 % de son budget 2019) et de la Basse-Saxe (9 Md€, 27 % de son budget 2019). L'ifo qualifie de « compréhensible » le volume des nouveaux crédits des Länder compte tenu de la crise, mais appelle à une réactivation du frein à la dette « le plus rapidement possible » pour garantir la soutenabilité des comptes publics, aussi au niveau des Länder.

#### POLITIQUES SOCIALES

L'[accord](#) du groupe de coalition sur l'égalité participation des femmes aux postes de direction conclu le 20 novembre prévoit, sous peine de sanction, que les directoires d'entreprises cotées en bourse et soumises à la cogestion doivent comporter au moins une femme dès lors que les directoires sont constitués de plus de trois membres. Cette représentation minimale est relevée dans les entreprises avec participation du Bund (une femme au moins dès trois sièges au directoire) ou dans les organismes publics d'assurance (une femme au moins dès deux sièges). Un projet de loi sera présenté en ce sens en début d'année 2021.

Dans une [tribune](#) libre publiée dans la Wirtschaftswoche, les ministres fédéraux de la justice et de la protection des consommateurs, Christine Lambrecht, et du travail et des affaires sociales, Hubertus Heil, critiquent sévèrement les pratiques contractuelles des opérateurs de plateformes et annoncent vouloir renforcer les droits des travailleurs de plateformes.

Selon une analyse du [WSI](#) sur la base d'une enquête réalisée lors du confinement de printemps, la crise de la Covid a aggravé les inégalités de revenus. Les ménages à faible revenu ont été concernés plus souvent et plus fortement par des pertes de revenu que les ménages plus aisés. Le recours au chômage partiel a été aussi une cause d'aggravation des inégalités car les personnes à faible revenu étaient



relativement moins bien couvertes par des conventions collectives prévoyant un relèvement de la prestation du chômage partiel que celles à revenus plus élevés.

Le gouvernement a présenté le premier [rapport](#) d'évaluation de la mise en œuvre des [mesures](#) définies dans le cadre de « l'action concertée pour les **soins** ». Il constate les avancées réalisées au niveau de la rémunération du personnel de soin, de l'accès à la formation, et d'une manière plus générale, des conditions de travail, notamment l'élargissement prévu du personnel (20 000 créations d'emplois à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2021).

Les [aides](#) Covid-19 délivrées aux **étudiants** sont prolongées : l'aide mensuelle d'un montant maximal de 500 € (*Überbrückungshilfe*) jusqu'à la fin mars et les prêts à taux zéro de la KfW jusqu'à fin 2021.

Le [Bundestag](#) a voté hier la loi introduisant un portail d'informations en ligne permettant aux personnes de connaître l'ensemble des droits de **retraite** acquis.

Le Bundestag et le Bundesrat ont voté le 18 novembre la troisième [loi](#) de protection de la population en cas de pandémie nationale (qui précise les conditions légales de restrictions et de confinement). Elle prolonge les **aides aux hôpitaux** et les aides aux parents en cas de quarantaine des enfants.

## ACTUALITE FINANCIERE

### MARCHES FINANCIERS

**Deutsche Börse** a présenté sa [nouvelle stratégie 2020-2023](#) : évolution des transactions de gré à gré vers des transactions en bourse, prise en compte croissante des critères *ESG*, importance grandissante du *buy-side* et des investissements passifs, et numérisation du secteur financier. La bourse de Francfort vient d'ailleurs d'acquiescer 80 % [d'Institutional Shareholder Services Inc.](#) (*ISS*), fournisseur de données *ESG* et « proxy advisor », dont la valeur est estimée à 1,925 Md€.

### REGULATION FINANCIERE

Lors de la conférence annuelle « Euro Finance Week » (Francfort/Main), le PDG de Deutsche Bank et futur président de la fédération des banques privées (*BdB*), [C. Sewing](#), a plaidé pour une **interprétation des règles bâloises** mieux adaptée au paysage bancaire européen, celui-ci reposant encore majoritairement sur un financement des entreprises par le crédit. Il demande en outre l'achèvement de l'union bancaire par la mise en place d'une véritable **garantie des dépôts européenne**, saluant les « propositions constructives » du ministère fédéral des Finances.

Dans le cadre de **l'évaluation de Solvabilité II**, l'association allemande des actuaires, [DAV](#), demande à l'EIOPA et à la Commission européenne de ne pas considérer les programmes d'achats de la BCE comme durables, ceux-ci ayant un effet à la baisse sur les taux d'intérêt qui ne peut être considéré comme un fonctionnement « normal » des marchés. Selon le *DAV*, l'EIOPA doit par conséquent prendre en compte l'arrêt des programmes de la BCE qui modifiera la courbe des taux d'intérêt.

Le **ministère fédéral des Finances** crée un bureau consacré [au respect des règles d'intégrité](#), afin de rendre les agents plus attentifs notamment au risque de délit d'initié. Une procédure pour lanceurs d'alerte sera également instaurée par ce bureau, qui sera doté de six agents au sein de la direction « Z » en charge des fonctions transversales (gestion du personnel, informatique).

### BANQUES ET ASSURANCES

La Schufa, l'organisme centralisant les **incidents de paiement** rencontrés par les particuliers et les très petites entreprises, ne constate [pas de dégradation du comportement de paiement pendant la pandémie](#). Sur les neuf premiers mois de l'année, le taux de défaut de remboursement des crédits à la consommation



s'est maintenu à 2,1 % comme à la même période en 2019 et en 2018. Le nombre de très petites entreprises faisant l'objet d'une notation négative a même très légèrement diminué au cours des différents mois de l'année (10,1 % en septembre 2020 contre 10,4 % en septembre 2019).

**Copyright**

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Berlin.

**Clause de non-responsabilité**

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Etienne Oudot de Dainville  
Service Économique de Berlin  
Ambassade de France en Allemagne

Adresse :  
Pariser Platz 5  
10117 Berlin  
Twitter: @FRTresor\_Berlin

Rédigé par : Bruno Fluhrer, Anita Gandon, Lucie Petit et  
Laurence Rambert  
Revu par : François Gautier

Version du 23 novembre 2020